

L'AMÉRICAIN MICHAEL WALZER: L'UN EST LE MULTIPLE

Grand nom de la philosophie américaine, Michael Walzer défend depuis 30 ans le multiculturalisme et milite activement pour des sociétés plus justes, égalitaires et tolérantes.

Vous avez beaucoup écrit en faveur du multiculturalisme. Vous entendez par là un système où les individus ont plusieurs « casquettes » (citoyen, fidèle d'une religion, membre d'un syndicat, etc.) et font alliance avec d'autres individus au sein de différents groupes. A l'heure où beaucoup accusent le multiculturalisme de dissoudre le ciment qui fait « tenir » la société — l'identité nationale —, vous estimez que le vrai coupable est l'individualisme sans frein.

En fait, le multiculturalisme peut jouer dans les deux sens. Certaines cultures sont très contraignantes et appellent un correctif individualiste. Mais quand l'individualisme est tout-puissant, la société a besoin du correctif de la communauté et de la cohésion culturelle.

J'ai vu récemment à Jérusalem un intellectuel de gauche israélien se tourner vers un Américain en visite, grand théoricien du communautarisme, et lui dire: «*Pour vous la communauté est un rêve. Pour nous, c'est un drame*». En Israël, les communautés religieuses sont si puissantes qu'elles fragmentent le corps civique de façon vraiment effrayante. Les communautés nationales, ethniques et religieuses très fortes sont souvent étouffantes pour beaucoup de leurs membres, particulièrement pour les femmes. Si l'on veut une société démocratique où ces femmes seront citoyennes à égalité de droits, il faut trouver un moyen de briser les murs de ces communautés et de restructurer leur vie interne. Le seul acteur en mesure d'y parvenir est l'Etat: on a donc besoin d'un sens fort de la citoyenneté et des valeurs communes pour encourager la résistance ou l'intervention dans les groupes.

Et dans les sociétés individualistes?

Aux Etats-Unis, les individus sont entièrement concentrés sur eux-mêmes, leur carrière, leur partenaire dans leur vie privée, ou une succession de partenaires. Ils ne se sentent guère d'obligations sociales. Dans ce contexte, il est vraiment

nécessaire de susciter et de renforcer des liens communautaires qui, pour être authentiques, seront forcément très locaux. Ils ne vont pas lier chaque Américain à tous les autres, mais unir des groupes réduits — des voisins, des communautés de fidèles, des gens de même origine ethnique. Ces liens sont essentiels pour qu'une société veille sur ses membres les plus vulnérables. L'individualisme radical ne crée pas les rapports humains nécessaires pour assurer une vie décente à chacun, sans parler de justice.

Quand les homosexuels peuvent vivre à visage découvert dans une société qui les a jusque-là contraints à l'invisibilité, ce ne sont pas seulement ces individus qui sont plus libres, c'est aussi la société qui est plus égalitaire

Il y a souvent tension entre la gauche et les minorités ethniques. Elles sont accusées, au sein d'un syndicat par exemple, d'aliéner la majorité en soulevant des problèmes de racisme ou de préjugé. On leur demande de laisser leur « politique identitaire » au vestiaire pour s'occuper de la cause des pauvres. Où tracez-vous la frontière entre politique identitaire et multiculturalisme?

Il faut d'abord considérer le rapport entre identité de classe et identité raciale ou ethnique. La première était autrefois une réalité pas si éloignée de ce qu'est actuellement la seconde. La classe ouvrière avait son langage, sa façon de s'habiller, son système de valeurs, exactement comme une communauté ethnique dans la société américaine d'aujourd'hui. C'est le déclin de cette cohésion culturelle de la classe ouvrière qui a tant affaibli le syndicalisme aux Etats-Unis. Il n'avait jamais

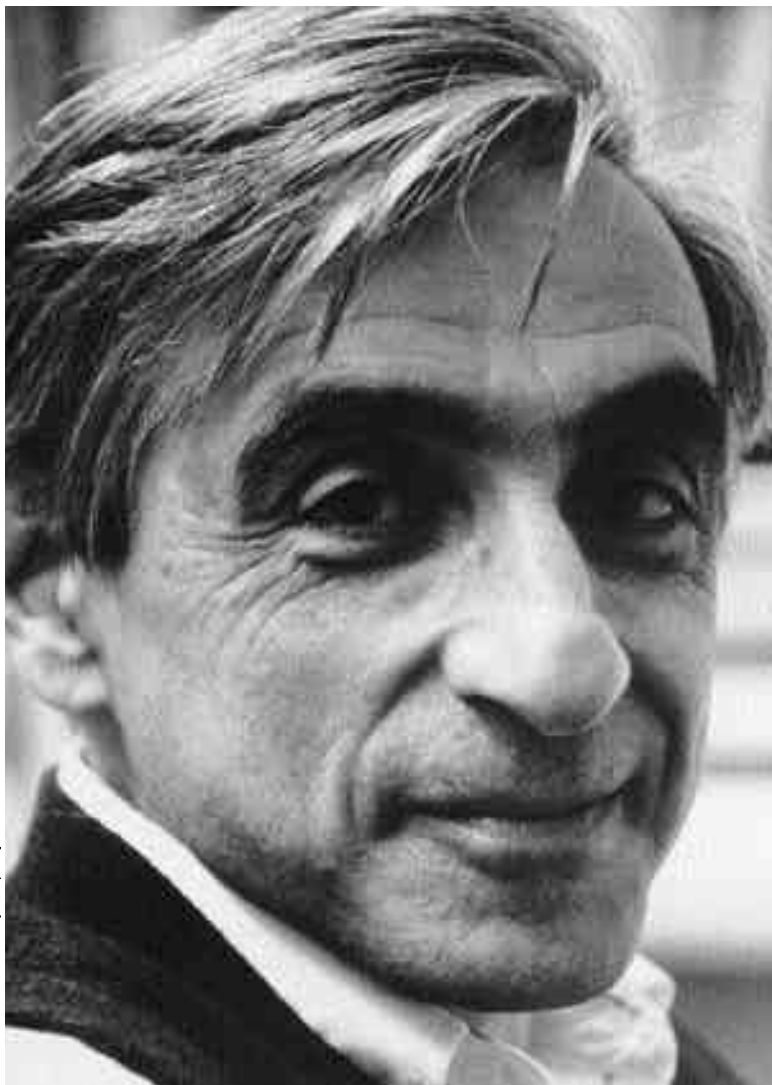
été un simple mouvement de défense d'intérêts communs: ses membres partageaient aussi un mode de vie — un sentiment d'identité.

Malgré tout, on distingue souvent les intérêts économiques (que l'on suppose rationnels et rassembleurs) et l'origine, le sang, la culture, l'histoire (facteurs de division). La gauche apostrophe volontiers les tenants de la politique identitaire sur le thème: «*Vous gênez la lutte de classe et la défense des intérêts des pauvres*». Ce n'est pas entièrement faux: la politique identitaire divise beaucoup. Mais elle constitue en même temps une forme de politique égalitariste. Quand les homosexuels peuvent vivre à visage découvert dans une société qui les a jusque-là contraints à l'invisibilité, ce ne sont pas seulement ces individus qui sont plus libres, c'est aussi la société qui est plus égalitaire.

Comment peut-on intégrer de nouveaux groupes dans la société?

Le processus de naturalisation ne doit pas être trop long, ni discriminatoire. Autrefois, le prix à payer, dans un pays comme la France, était l'abandon de son ancienne culture. On ne devenait pas seulement citoyen français, on était censé devenir un Français. Aux Etats-Unis, tous ceux qui ont grandi dans un quartier d'immigrants ont bien senti que leur culture faisait un peu honte. Nous savions que nos parents ou grands-parents resteraient représentatifs de quelque chose que nous allions laisser derrière nous. C'était un abandon d'identité imposé. Aujourd'hui, nous nous demandons s'il est possible de redéfinir les termes de l'assimilation et de la citoyenneté démocratique.

Pour être citoyen américain, il faut apprendre l'anglais, l'histoire et les mœurs politiques des Américains. Mais, jusqu'à quel point puis-je garder et même entretenir mon identité, mes attaches, mes fidélités antérieures tout en restant à l'intérieur du corps civique? On est en train de renégocier cela, en faveur des



© Institute for advanced study, Newjersey

nouveaux venus. Cette négociation va sûrement être difficile, mais je pense qu'il en sortira une société plus égalitaire.

Dans le même temps, ceux qui entrent dans une société démocratique doivent se conformer à certaines exigences. On le voit avec les fondamentalistes religieux. Ils veulent inscrire leurs enfants dans des écoles qui leur enseignent des doctrines radicalement hostiles à la démocratie, et réclament souvent qu'elles soient financées par l'Etat. Le corps civique est en droit de répondre: «Vos enfants vont voter dans notre pays, ils vont déterminer son sort et celui de nos enfants. Donc, nous tenons à ce que vous leur enseigniez les valeurs démocratiques, le droit à l'opposition, le multipartisme, la liberté de pensée et l'histoire de la démocratie dans ce pays».

Vous dites que le multiculturalisme peut favoriser l'égalité sociale: dans l'action politique, les communautés vont conclure des alliances tout en défendant leurs intérêts propres. Mais vous n'abordez pas le racisme institutionnalisé en tant qu'entrave à cette égalité. Pourquoi

n'employez-vous même jamais le mot «racisme» ?

Ce terme peut être trop général. Les Etats-Unis sont un pays d'immigration, où les immigrants ont bien réussi. Les Amérindiens conquis et les Noirs américains asservis sont les deux communautés qui en ont été empêchées. Elles n'ont donc pas obtenu, loin s'en faut, une égalité de statut dans la société. Les Américains d'origine asiatique, eux, volent de succès en succès, en dépit d'une réaction raciste initiale. J'ose prévoir qu'en termes de réussite économique, les Hispano-Américains l'emporteront bientôt tant sur les Noirs que sur les Amérindiens. Les problèmes de la société américaine concernent donc les deux communautés qui n'étaient pas en mesure de choisir, de faire partie de cette société. Il y aurait beaucoup à dire sur les difficultés auxquelles se sont heurtés tel ou tel groupe d'immigrants. Mais je ne crois pas que le thème du racisme institutionnalisé puisse aider à expliquer, disons, la différence entre les Irlandais et les Japonais. ▶

UN MILITANT DE GAUCHE

A 64 ans, Michael Walzer, l'un des plus célèbres penseurs de la philosophie politique américaine, est comme un poisson hors de l'eau. «Je vis aux Etats-Unis, où il n'existe ni mouvement de gauche ni parti social-démocrate. Ma vie politique est donc pauvre», confie-t-il. Ecrire est sa principale activité: des livres et un flot ininterrompu d'articles pour des revues de gauche, essentiellement en tant que rédacteur en chef de *Dissent*, l'un des piliers du paysage intellectuel américain.

Contrairement à tant de ses compagnons de militantisme des années 60, Michael Walzer n'a pas été élevé par des parents communistes. Sa conscience politique s'est éveillée à travers son expérience de vie. Né dans le *melting pot* de New York, il a été immédiatement plongé dans le multiculturalisme, avec sa famille de petits commerçants juifs arrivés d'Europe orientale. Son «virage à gauche» s'est produit dès l'âge de neuf ans, quand sa famille s'est installée dans une petite ville minière et sidérurgique de Pennsylvanie, où les syndicats locaux étaient puissants. Son éducation politique a véritablement commencé à l'Université Brandeis, première université des Etats-Unis à financement juif et refuge des intellectuels de gauche victimes de la chasse aux sorcières maccarthyste des années 50.

Il s'engage ensuite dans le mouvement en faveur des droits civiques. Dans la semaine qui suit le premier sit-in dans un petit restaurant interdit aux Noirs, Michael Walzer gagne le Sud, afin de rendre compte des événements pour la revue *Dissent*. Il contribue ensuite à organiser un réseau de soutien au mouvement dans le Nord, tout en poursuivant ses études en sciences politiques à l'Université Harvard. Au milieu des années 60, quand les «agitateurs blancs» sont «expulsés du mouvement des droits civiques», il change de front: il participe activement à la lutte contre l'intervention américaine au Vietnam.

«Il n'y a qu'un moyen de survivre en tant qu'expert américain en sciences politiques: avoir une porte de sortie hors du monde universitaire, par l'action politique», assure Michael Walzer. Tout au long de sa carrière d'enseignant à Princeton et à Harvard, il a donc usé de sa plume comme d'une lance, essentiellement à travers *Dissent*, qui est aujourd'hui, constate-t-il, «une revue de mouvement sans mouvement». «Mais nous continuons, ajoute-t-il, car nous espérons bien rencontrer tôt ou tard ce mouvement, indispensable alter ego.» ■

- **Vous êtes contre l’Affirmative Action, ces mesures de discrimination positive qui assurent, par exemple, une représentation des minorités au sein des universités. Quelles pourraient être les alternatives?**

La grande raison du succès de l’Affirmative Action, c’est qu’elle ne coûte pas cher et n’opère aucune ponction dans les budgets publics. Elle bénéficie à une sous-catégorie peu nombreuse et essentiellement jeune de Noirs américains, elle crée une petite classe moyenne noire assez vulnérable, tout en esquivant les investissements qui seraient nécessaires pour relever le niveau des écoles dans les centres-villes ou changer la hiérarchie raciale aux Etats-Unis.

Pour corriger les inégalités, il faudrait un mouvement dépassant très largement la communauté noire. Mais, étant donné le climat politique américain, il n’y aura pas dans le proche avenir d’importante redistribution de ressources entre individus. On pourrait en organiser une entre groupes. Une grande partie de la protection sociale américaine est en effet gérée par des communautés religieuses, qui ont des hôpitaux, des dispensaires et des crèches. En 1995, quand la majorité républicaine au Congrès s’est mise à sabrer dans les dépenses sociales, ce sont les associations caritatives des luthériens, des catholiques et des juifs qui ont protesté le plus fort. Ces trois communautés avaient obtenu, pour leurs services sociaux, le plus de fonds publics: ils représentaient environ 60% des budgets de leurs œuvres.

Pourquoi les baptistes noirs ne contrôlaient-ils pas autant d’argent public que les luthériens, les catholiques ou les juifs? Parce que ceux-ci sont mieux organisés et reçoivent ces fonds de très longue date. Il faudrait donc une décision politique délibérée pour en ouvrir l’accès aux baptistes noirs. Je ne suis pas croyant, mais je reconnais que ces institutions religieuses ont une utilité sociale. Nous l’avons vu dans les années 60: le mouvement des droits civiques s’est entièrement structuré autour des églises baptistes des villes du Sud. Aujourd’hui, elles pourraient servir d’agents de redistribution.

On parle sans cesse de la «tolérance», qui ressemble parfois à l’acceptation polie de l’inacceptable. Ne faudrait-il pas se fixer un objectif plus ambitieux?

Le point crucial n’est pas la tolérance mais la non-agression. La tolérance est un état d’esprit, la non-agression un ensemble de dispositions concrètes. Les états d’esprit viendront avec le temps si on adopte les bonnes politiques. Cela me rappelle un sermon puritain contre le divorce, dans les années 1630 ou 1640. Il disait: si vous maintenez ensemble assez

longtemps des époux brouillés, quelque chose va se passer qui les réconciliera. Je n’y crois pas pour un couple mais pour la coexistence moins intime des communautés, c’est peut-être vrai. Si vous obligez les Grecs et les Turcs à vivre ensemble pendant 200 ans, il y aura des échanges, des amitiés et même des mariages transfrontaliers, dans la mesure où un régime politique solide impose la paix. Je ne parle pas de respect mutuel mais de coexistence pacifique. Commençons par là. Dans le monde actuel, ce serait un progrès énorme.

Donnons à chaque communauté le droit de pratiquer ses rites comme elle l’entend, dans ses propres lieux de culte et sans interférence. Par cette seule décision, on mettra fin aux guerres

La plupart des philosophes de gauche semblent très alarmés de l’essor du «tribalisme» depuis 1989. Pourquoi êtes-vous moins inquiet?

Toutes les formes d’esprit de clan sont dangereuses. L’amour d’un parent pour l’un de ses enfants peut engendrer du favoritisme et du népotisme par rapport à ses autres enfants. Mais nul ne voudrait que cesse cet amour. Les particularismes tribaux, ethniques ou nationaux sont plus dangereux parce qu’ils contrôlent des ressources et des armes. Il y a effectivement de quoi s’alarmer. Mais de nombreux

esprits à gauche ont commis la grande erreur de s’opposer à toute forme de particularisme. Autant prendre position contre l’humanité toute entière!

Pensons au raisonnement par hypothèse de beaucoup de philosophes de gauche: «*Je me trouve soudain dans une situation où mon enfant et un autre que je ne connais pas sont en danger.*» Si je ne peux en sauver qu’un, il faudrait, selon eux, que je décide à pile ou face lequel je vais secourir. C’est une position philosophique qu’il est impossible de transformer en impératif dans la vie réelle et qui ne reconnaît pas les attachements naturels des êtres humains.

Nous devons trouver un *modus vivendi* avec les liens «tribaux» qui se forment historiquement au sein des communautés. C’est l’argument initial avancé par le philosophe anglais du XVII^e siècle John Locke en faveur d’un régime de tolérance, à une époque de guerres de religions. Donnons, dit-il, à chaque communauté le droit de pratiquer ses rites comme elle l’entend, dans ses propres lieux de culte et sans interférence. Par cette seule décision, on mettra fin aux guerres.

Il nous faut très vite expérimenter des formes d’autonomie et de fédération. Quelqu’un doit pouvoir aller au Kosovo, par exemple, et y trouver des formes d’association politique susceptibles de donner à des communautés vulnérables un espace à elles. Il ne s’agit pas toujours de souveraineté ou d’indépendance: il peut y avoir bien d’autres formes d’autonomie ou de fédéralisme. Il nous faut commencer à les essayer, car nous n’allons pas abolir les sentiments «tribaux». Il faut les prendre en compte dans le cadre de compromis: c’est l’art de la politique.

«Les Amérindiens conquis et les Noirs asservis (...) n’ont pas obtenu une égalité de statut dans la société américaine.»



► justes » sont désormais reçues comme des fantômes utopiques. Avant de pouvoir nous remettre à les raconter, il nous faut rappeler que des formes de vie sociale autres que celles qui nous entourent existent et sont sociologiquement ou économiquement viables. Mais je ne voudrais pas noircir le tableau. Les ouvertures politiques apparaissent souvent inopinément. Nous nous trompons toujours sur les délais. 1989 est venu plus tôt que nous le pensions, et les ouvertures surviendront peut-être plus tard.

Vous regrettez peut-être un peu le grand élan militant des années 60 et 70. Que dites-vous des nouvelles formes de contestation qui apparaissent à l'échelle internationale sur quantités de problèmes précis, des cultures génétiquement modifiées aux violations des droits de l'homme ?

(Grand sourire.) On a toujours la nostalgie des moments de grand enthousiasme... Oui, de nouvelles formes d'organisation émergent. Des groupes fonctionnent dans un espace qu'on commence à baptiser «société civile internationale». Ils recrutent leurs membres dans plusieurs pays et agissent par-delà les frontières, même s'ils s'efforcent, le plus souvent, de faire pression sur un gouvernement national précis. Ces organisations peuvent-elles pratiquer pleinement la démocratie participative? Ce n'est pas évident. Elles ont, en fait de membres actifs, un ensemble de cotisants qui soutiennent le travail d'une équipe de spécialistes très mobiles. L'engagement politique se limite souvent à signer un chèque. Je ne suis pas sûr que ce soit le type de militantisme qui mène à la prise de décision démocratique.

Comment expliquez-vous ce déclin du militantisme ?

QUELQUES LIVRES

Parmi les nombreux livres que Michael Walzer a publiés, plusieurs ont été traduits en français, dont *Guerres justes et injustes* (Belin, 1999), *Sphères de justice* (Seuil, 1997), *La Critique sociale au XX^e siècle* (Métailié, 1996), *Critique et sens commun* (La Découverte, 1990) et *De l'Exode à la liberté* (Calmann-Lévy, 1986). ■



Pour plus d'informations sur la revue *Dissent*: <http://www.igc.apc.org/dissent/>

Aux Etats-Unis, les partis politiques opéraient autrefois à plusieurs niveaux -l'Etat, la ville et le quartier. Dans un parti organisé qui compte des militants à tous les niveaux, on peut être à peu près sûr qu'ils ont les moyens d'exiger que leurs dirigeants soient responsables devant eux. Et plus il y a de militants, plus le contrôle sur les chefs est étroit. Aujourd'hui, les partis n'ont plus de locaux dans les circonscriptions. Seulement un candidat et son entourage de publicitaires et de figurants, qui agissent en commando. Ils font irruption sur les lieux juste à temps pour passer au journal télévisé du soir et ils s'en vont. Il n'y a plus de structure locale pour leur demander des comptes.

Une autre solution pourrait être une meilleure articulation entre démocratie et société civile. Au lieu de s'appuyer sur les structures des partis, si éloignées du terrain, les citoyens pourraient constituer

des associations autour des Églises, des syndicats, des organisations humanitaires pour promouvoir leurs revendications et contrôler les dirigeants politiques. Contrairement à la plupart des philosophes qui exposent des réflexions très générales sur des idéaux universels autour de la «bonne société», vous limitez strictement votre intérêt aux mécanismes très concrets des compromis politiques. Pourquoi?

C'est un trait de la tradition occidentale (philosophique, religieuse et plus récemment politique) de se concentrer sur «la bonne société» avec un article on ne peut plus défini, et singulier par essence. Le monothéisme, par son idée du Royaume messianique, contribue à cette conception au singulier, dont la gauche a hérité. La plupart de ceux qui parlent aujourd'hui de «la bonne société» sont de gauche.

Je n'ai jamais cru qu'il puisse y avoir une image très précise et unique de «la bonne société». On peut raconter des vies bonnes. Montrer des personnes qui ont bien vécu. Décrire toute une série de bonnes sociétés, dans des mouvements, des communautés, des Etats même. Mais, avec la diversité infinie des êtres humains et l'extraordinaire créativité de l'humanité, il m'a toujours paru extravagant de penser qu'il n'existe qu'une seule façon de bien vivre et une seule organisation sociale correcte. ■

Propos recueillis par Amy Otchet, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD: International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.
Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.
ALLEMAGNE: German Commission for UNESCO, Colmanstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.
Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.
ARGENTINE: Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194
AUSTRALIE: Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. **ISA Australia,** PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.
AUTRICHE: Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.
BELGIQUE: Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.
BRESIL: Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.
CANADA: Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J3. Fax: (1-613) 745 7660.
Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.
CHILE: Universitaria Textolbro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.
CHINE: China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.
CORÉE: Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.
DANEMARK: Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-11016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.
ESPAGNE: Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.
Los Amigos de la UNESCO, Avenida Urquijo 62, 2 Lda., 48011 Bilbao. Fax: 94427 51 59/69
ÉTATS-UNIS: Berman-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.
FINLANDE: Stockmann/Akateminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.
Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.
GRÈCE: Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.
GUATEMALA: Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.
HONG KONG: Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.
HONGRIE: Librottrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.
INDE: Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.
Oxford Book & Stationery Co, Code No D 8208052, Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.
ISRAËL: Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.
ITALIE: Licosca/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.
JAPON: Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.
LUXEMBOURG: Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.
MALIE: Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.
MAROC: UNESCO, B.P. 1777 RP. Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.
MEXIQUE: Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVÈGE: Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.
NOUVELLE ZÉLANDE: GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.
PAYS-BAS: Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.
PORTUGAL: Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.
ROYAUME-UNI: The Stationery Office Publications Cre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.
RUSSIE: Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.
SRI LANKA: Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.
SUÈDE: Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.
SUISSE: Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.
Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.
Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81
Karger Libri AG, Wissenschaftl. Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle. Fax: 306 12 34.
Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.
THAÏLANDE: Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadannem Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.
TUNISIE: Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Anglettere, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.
URUGUAY: Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.
VENEZUELA: UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: 286 03 26.